

Date: 04.01.2022



A eux trois, ils cumulent 40 années de Gouvernement

/// Trois conseillers d'Etat, tous du Sud, ont quitté leur bureau et leur Direction avec la nouvelle législature.

/// La Gruyère les a réunis pour parler de leur vécu au Gouvernement, des dossiers chauds et de ceux qui leur ont apporté le plus de satisfaction.

/// Anne-Claude Demierre, Georges Godel et Maurice Ropraz abordent aussi la question de l'image publique.

DOMINIQUE MEYLAN/XAVIER SCHALLER

CLAP DE FIN. Une conseillère et deux conseillers d'Etat en fin de carrière, trois Sudistes, quarante années de gouvernement cumulées. *La Gruyère* a réuni Anne-Claude Demierre, Georges Godel et Maurice Ropraz pour une discussion au coin du feu.

Pour les accueillir, le Buro à Bulle offre un décor décontracté, avec vin chaud. Malgré l'ambiance, on sent que les trois politiciens ont le nez dans leurs dossiers à quelques jours de leur départ. Le temps n'est pas encore à la détente ou à la confiance.

Question de caractère, sans doute aussi. Le grand argentier Georges

Godel semble plus détendu et loquace, content de placer ses anecdotes au fil de la conversation. Le directeur de la Sécurité et de la justice Maurice Ropraz reste relativement sérieux et politique. Anne-Claude Demierre, directrice de la Santé et des affaires sociales, navigue entre les deux attitudes, plaçant quelques banderilles à l'occasion.

Sans prétention d'exhaustivité, les thèmes qui ont marqué leurs parcours sont abordés, ainsi que les

moments forts de leurs années gouvernementales. Puis vient la question de l'avenir. La Touraine, tout juste sexagénaire, a reçu quelques sollicitations au niveau national. «Pour l'instant, j'ai tout refusé. Je gère la crise et mes dossiers jusqu'au 31 décembre, et je verrai tranquillement l'année prochaine.»

Après dix ans à la Préfecture et autant au Gouvernement, Maurice Ropraz se réjouit d'avoir davantage de temps libre. Mais à 56 ans, il n'entend pas rester inactif, même si, comme ses deux collègues, il peut prétendre à une rente à vie. «J'aurai probablement des activités de conseil, sélectionnées pour le plaisir ou pour servir des thèmes qui me sont proches. Mais rien n'est planifié ou organisé.»

Doyen des sortants du haut de ses 69 ans, Georges Godel a été nommé par le Gouvernement à la Fondation d'Hauterive, propriétaire de l'abbaye. «Et personnellement, je suis en train de construire. Je ferai peut-être le concierge, rigole-t-il. ■

Seul le changement est permanent

Le deuxième mandat d'Anne-Claude Demierre a été profondément marqué par la réforme du domaine hospitalier. «Jamais je n'aurais imaginé que je devrais fermer un jour l'hôpital de Châtel-St-Denis ou la maternité de Riaz où j'ai d'ailleurs accouché deux fois.» Elle n'a pas oublié le cataclysme provoqué par ces décisions: «Le thème est très émotionnel, parce qu'on souhaite tous avoir un hôpital près de chez soi. Mais il y a une chose sur laquelle je n'ai jamais transigé, c'est la qualité des soins.»

Pourtant, Anne-Claude Demierre avait commencé son premier mandat en 2007 avec la nouvelle planification hospitalière et la mise en place de sites consolidés. C'est elle qui a inauguré le centre de réadaptation de Billens ou la permanence de Meyriez. «Ce qui s'est ajouté ensuite, c'est la politique de santé au niveau suisse. Aujourd'hui, on ne peut plus tout faire partout. Il n'y a pas d'autre solution qu'une concentration des soins

abus.»

Ce qui est vrai un jour ne l'est plus forcément le lendemain. Toutes les Directions connaissent de telles

ADAPTER SES STRATÉGIES

évolutions. «Avec la réforme fiscale, l'affaire semblait avoir été réglée, commente Georges Godel. Mais, aujourd'hui, on parle d'une nouvelle réforme fiscale imposée par l'OCDE. Pour la caisse de pension, pensez-vous vraiment qu'il faudra attendre vingt ans avant le prochain changement?»

Maurice Ropraz, qui a supervisé une réforme des pompiers dont l'organisation n'est plus calquée sur les frontières communales, fait le même constat: «Souvent, il y a des cycles de construction et de déconstruction. La société bouge et les prestations de l'Etat sont appelées à évoluer, en fonction des moyens à disposition. Rien n'est définitivement acquis.»

«On a encore appris davantage avec la crise du Covid, souligne Anne-Claude Demierre. Tout ce qui était vrai un jour changeait le lendemain. Je me souviens encore avoir expliqué pourquoi il ne fallait pas porter de masque. Quand je m'entends, je me dis: "Oh mon Dieu!"». Mais pour la directrice de la Santé, le pire serait de rester statique et de ne rien décider: «Il faut savoir évoluer.» **DM**

«Nous sommes quittes»

Dans les moments forts, Georges Godel place en deuxième position la réforme de la Caisse de pension du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF). Juste après le pont de la Poya. «La votation du 29 novembre 2020 était une victoire de l'ensemble du Gouvernement. Nous étions tous derrière le projet et les gens sentent cela. Pour la réforme fiscale, c'était la même chose.»

Plus largement, il considère que cette victoire est aussi liée à la fortune de l'Etat. «Nous n'aurions peut-être pas gagné, ou pas gagné aussi nettement, si nous n'avions pas eu d'argent dans les caisses. Le fait de pouvoir payer cash nous a beaucoup aidés devant le peuple.»

«La situation l'imposait»

Maurice Ropraz rappelle qu'en 2013 «le Conseil d'Etat, unanime, a décidé de mettre en place un programme d'économies. Il a été suivi par le Grand Conseil parce que la situation de l'époque l'imposait. Elle s'est ensuite progressivement améliorée et nous avons pu relâcher la bride.»

Il ne faudrait pas en déduire pour autant que l'administration des finances mène la barque. «Elle joue son rôle, mais au final on discute et on essaie de trouver des solutions. Quand on n'en trouve

**LES MESURES
D'ÉCONOMIE**

pas, on vote et le directeur des Finances ne gagne pas à chaque fois.»

Quand on sabre les retraites ou qu'on impose des mesures d'économie, comment est l'ambiance au sein de l'administration? «Aucun problème, tranche

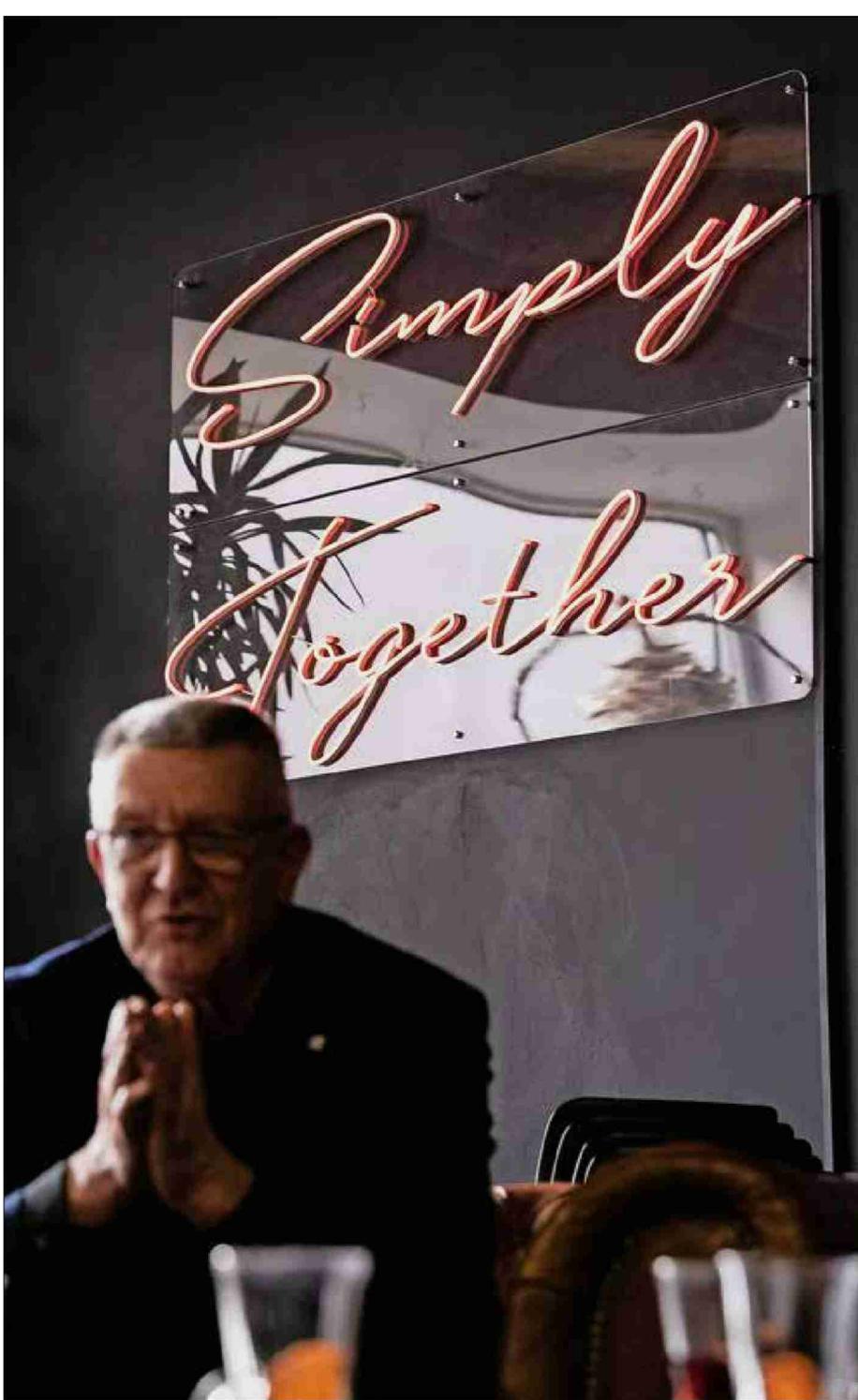
Georges Godel. Bien sûr qu'on a eu des remarques, mais

après on explique.»

Anne-Claude Demierre est plus nuancée: «C'était quand même des mesures lourdes pour nos collaborateurs, particulièrement pour une partie d'entre eux. Mais c'est vrai qu'on a pu expliquer qu'il n'y avait pas vraiment de choix et que la non-décision était encore pire pour l'avenir.»

Il faut aussi prendre un peu de hauteur, selon Maurice Ropraz: «Nos collaborateurs ont une garantie de l'emploi et un statut qui est relativement confortable. Dans le cadre du Covid par exemple, aucun n'a perdu son travail.» «Et ils ont été payés à 100%», renchérit Anne-Claude Demierre.

Concernant les mesures d'économie, le grand argentier estime que le rattrapage a été effectué. «Les collaborateurs ont perdu 107 mio avec les mesures. Avec les améliorations salariales faites depuis 2017, ils ont touché 108 mio. Donc nous sommes quittes.» Il ne fait volontairement pas de calcul jusqu'en 2033: «D'ici là, il risque d'y avoir de nouvelles mesures d'économie.» **XS**



Rencontre informelle mais politique, au coin du feu, avec les trois conseillers d'Etat gruériens et



glânois qui viennent de quitter leur fonction. Au menu: vin chaud, souvenirs et réflexions sur le canton. PHOTOS ANTOINE VULLILOUD

Souvenirs de la DAEC

En 2011, Maurice Ropraz a succédé à Georges Godel à la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC). Tous deux évoquent le pont de la Poya dans leurs souvenirs marquants au Gouvernement.

«Dès mon entrée au Gouvernement, en 2007, j'ai proposé au Gouvernement de faire un giratoire souterrain pour le pont de la Poya», se souvient Georges Godel. Maurice Ropraz a pu inaugurer l'ouvrage: «En octobre 2014, avec la conseillère fédérale Doris Leuthard. Un moment chargé d'émotion pour tout le canton et l'achèvement de cinquante ans de travaux et d'études qui ont impliqué de nombreux conseillers d'Etat et énormément de monde.»

Le chantier leur a quand même valu de comparaître devant une commission d'enquête parlementaire. «On prend les dossiers de tous les collègues qui nous ont précédés et il faut aller défendre.

Moi je l'ai fait avec conviction, note Maurice Ropraz. D'ailleurs on n'a pas été attaqués personnellement dans le cadre de l'enquête.» Car l'estimation des coûts à la va-vite, pour ne pas manquer les subventions fédérales, date d'avant eux.

«Après, on a mis en place un contrôle et le coût final du pont, 211 mio, correspond parfaitement au coût d'un tel ouvrage, souligne Georges Godel. Le Gouvernement peut être très fier de ce projet, parce qu'il est réalisé, payé et en grande partie amorti. Ce qu'il faut critiquer aujourd'hui, c'est ce qui n'est pas réalisé.»

LA H189 ET LE PONT DE LA POYA

Autre chantier difficile et autre dépassement, celui de la route de contournement H189, inaugurée en décembre 2009. «Là, c'est la presse qui avait sorti l'affaire, dans mes premiers mois de fon-

tion, se souvient Georges Godel. Ce n'était pas une entrée en matière très favorable.»

Puis il bifurque tout de suite sur la route Romont-Vaulruz:

«J'avais dit à l'ingénieur cantonal de se débrouiller pour commencer les travaux en juillet 2011,

parce qu'il y avait les élections. Il n'y a pas eu un franc de dépassement.»

Pas de réponse aux critiques

Le Glânois ne répond pas aux critiques de l'actuel directeur de la DAEC, concernant l'état dans lequel il a repris cette Direction: «Il faut laisser la paternité de ces propos à ceux qui les ont prononcés.»

Maurice Ropraz est plus incisif: «Jusqu'à la précédente législature, l'Etat de Fribourg a investi un milliard de francs dans les constructions, sans aucun dépassement! L'ancien architecte cantonal nous l'a confirmé.» XS



«Le Gouvernement peut être très fier du pont de la Poya, qui est réalisé, payé et en grande partie amorti. Ce qu'il faut critiquer, c'est ce qui n'est pas réalisé.»

GEORGES GODEL

Une image publique à apprivoiser

Photographié, caricaturé, critiqué, le conseiller d'Etat voit ses faits et gestes décryptés par les journalistes et la population. Maurice Ropraz relativise: «Le citoyen connaît son gouvernement à travers les médias, mais ils ne relatent qu'une modeste partie de notre activité.» Anne-Claude Demierre abonde: «J'ai une image collée à l'Hôpital fribourgeois. Je suis toujours jugée sur ce dossier, alors que j'ai fait beaucoup d'autres choses.»

«Si vous ne supportez pas la critique, il ne faut pas vous lancer dans cette fonction, avertit Georges Godel pour qui descendre dans l'arène constitue la meilleure des parades. Il ne faut pas seulement écouter: le rôle du politique est aussi d'expliquer le pourquoi et le comment des choses.» Maurice Ropraz, non plus, ne craint pas la critique: «C'est le jeu de la démocratie, ce n'est pas si grave en soi. Moi, je me console en me disant qu'il n'y a rien de plus vieux que

SOUS LE FEU DES PROJECTEURS

le journal de la veille.» Pour Anne-Claude Demierre, les attaques blessent davantage la famille: «Nous, nous connaissons la raison de nos décisions. Et nous faisons cela par passion. Nous ne cherchons pas forcément la reconnaissance. Parfois, la presse a aussi un regard biaisé. Je vais enfin pouvoir ouvrir le journal sans me demander ce que j'ai encore fait aujourd'hui.»

Menaces de mort

«On vit un peu dans un tourbillon médiatique. Le pire, c'est la répétition. Si pendant trois semaines vous faites la une avec un dossier, cela devient diffi-

«Etre critiqué, ce n'est pas si grave en soi. Moi, je me console en me disant qu'il n'y a rien de plus vieux que le journal de la veille.»

MAURICE ROPRAZ

cile», enchaîne Maurice Ropraz. «C'est vrai qu'il y a une pression médiatique. Avec le Covid, nous avons cinq ou six demandes de médias par jour, qui se rajoutent à des journées bien remplies», décrit Anne-Claude Demierre.

La Gruérienne estime que les attaques, en particulier celles sans filtre sur les réseaux sociaux, ont augmenté avec la pandémie. Cela peut aller jusqu'à des menaces de mort, comme elle l'a vécu au moment de l'ouverture du centre fédéral pour requérants d'asile de la Gouglera.

Le canton compte aussi quelques querulents, qui distribuent des tracts et viennent perturber les conseillers d'Etat jusqu'à leur domicile. C'est alors l'entourage qui trinque. «Une fois, ma famille en avait marre et a appelé la police, raconte Georges Godel. Ma femme a versé un café aux agents et le querulent, qui était revenu entre-temps, en a conclu que la police était de mèche avec moi.»

Tous ont été caricaturés. Le Glânois se souvient de son effigie, omniprésente dans les manifestations. Mais c'est plus souvent Alex qui égratigne les élus dans *La Liberté*. «Je lui ai demandé ce qu'il fallait faire pour avoir de beaux dessins, relate Georges Godel. Il m'a répondu "des conneries".» Anne-Claude Demierre se souvient: «Un jour, j'avais trouvé une caricature moyennement amusante, mais, arrivée à la maison, mon mari me l'avait mise de côté pour me la montrer. Quand on est concernés, on se sent plus touchés.» Après une évasion à la prison centrale, Maurice Ropraz a aussi tâté du talent du dessinateur: «Quand il m'a caricaturé en *Rantanplan*, même moi j'ai trouvé drôle. Mais c'était quand même un moment un peu particulier.» **DM**



«Le début d'un long chemin de croix»

Dans les dates marquantes évoquées par Maurice Ropraz: le vendredi 13 mars 2020. «Un moment lourd, quand j'ai proposé à mes collègues de déclarer la situation extraordinaire dans le canton en raison du Covid, puis de mettre sur pied l'Office cantonal de conduite.» Dans l'enchaînement, il y avait eu la fermeture des écoles et le passage au non-présentiel. «Le début d'un long chemin de croix pour tout le Conseil d'Etat et toute la population.»

Le Covid a complètement bouleversé le travail du Gouvernement, confirme Anne-Claude Demierre, qui était alors présidente: «Nous sommes passés en télétravail et visioconférence, avec, de tête, 48 conférences de presse Covid en 2020.» Les séances se sont en outre multi-

LA CRISE DU COVID-19

pliées, puisqu'il devenait impossible de gérer la situation de mardi en mardi. «Le Conseil d'Etat est resté mobilisable sept jours sur sept. Nous improvisons, avec une équipe vraiment soudée.» Dans un jeu d'équilibrisme entre impératifs de santé et impacts économiques.

Maurice Ropraz souligne que les Directions ont été amenées à produire de manière extrêmement rapide textes, ordonnances, arrêtés et directives. «En quelques heures parfois. Nous avons tenu des conférences de presse sans même avoir produit les textes, qu'on faisait valider après coup. Un travail intense de toute l'administration, le soir, le dimanche, la nuit.»

Action symbolique de cette période: l'ouverture des commerces jusqu'à 20 h, toute la semaine, qui s'est décidée en deux heures. «Un moment donné, j'avais écrit à mes collègues: "Sans réponse négative de votre part, entre telle heure et telle heure, je considère que..."», se souvient Maurice Ropraz.

A leurs successeurs de gérer maintenant la pandémie. «Normalement le Conseil d'Etat recommence le 12 janvier, rappelle Anne-Claude Demierre. Mais il est difficile d'imaginer qu'il n'y ait pas besoin d'une séance d'ici là. J'ai fait bloquer une date début janvier, mais évidemment ce sera sans nous trois.»

Séances très protocolaires

Crise ou pas crise, les séances du Conseil d'Etat fribourgeois suivent un protocole très strict. «Ce n'est pas ainsi dans tous les cantons, note Georges Godel. Mais je trouve cela indispensable pour le respect et pour éviter des dérapages.» Vouvoiement et utilisation des titres sont de rigueur. «Cela évite d'être trop familier et de commencer à s'engueuler trop facilement», argumente Maurice Ropraz. Il ajoute que le langage reste très respectueux et que le président suit le protocole pour donner la parole. Les conseillers s'expriment par ordre d'ancienneté, après le vice-

président et après avoir levé la main. Et après les séances?
«On va manger ensemble et on se tutoie.» **XS**

«Parfois, j'envie mes collègues vaudoises. Mais j'ai très bien vécu le fait d'être la seule femme.»

ANNE-CLAUDE DEMIERRE



Une femme et six hommes

Quand on évoque la démission de Marie Garnier, les voix baissent d'un ton. Le sujet n'est pas tabou, mais les conseillers d'Etat ne souhaitent, à l'évidence, pas trop disserter à ce propos. «J'ai dû aller l'annoncer à la presse, se souvient Maurice Ropraz. C'était un peu une surprise pour le Conseil d'Etat. Les discussions qui avaient eu lieu au Grand Conseil n'étaient, à mon sens, pas de nature à l'obliger à démissionner.»

Anne-Claude Demierre admet: «C'était quand même un moment particulier et difficile pour le collège.» Sur les critiques émises par Marie Garnier à l'encontre du collège gouvernemental, les conseillers d'Etat préfèrent rester discrets: «Cela reste des perceptions personnelles sur la manière dont les gens vivent des situations», estime Anne-Claude Demierre.

A la suite de ce départ, la socialiste est devenue la seule femme du Gouvernement. «C'est sûr qu'avoir plusieurs collègues féminines change un peu la dynamique du collège. Parfois, j'envie mes collègues vaudoises. Mais j'ai très bien vécu le fait d'être la seule femme. Je ne peux pas dire que j'ai été tyrannisée.»

«Ce n'est pas le nombre qui compte, mais la qualité», rigole Georges Godel. Il souligne que ce déséquilibre ne se retrouve pas au sein de l'administration: «Dans mes services, j'ai une majorité de femmes comme cheffes. J'ai toujours été contre les quotas, parce qu'on nomme les gens pour leurs qualités.» Maurice Ropraz a une opinion bien tranchée sur la question: «Je n'ai pas la prétention de défendre les hommes au Gouvernement. Quand on est élu, on représente tout le monde. Oui, c'est une responsabilité des partis de présenter des femmes. Mais c'est aussi une responsabilité de la population de les élire.» **DM**